

Projet Accompagnement Québec - Guatemala *Bulletin d'information*

Janvier - février 1999, no. 17, Montréal, Qc



FEMME AUTOCHTONE MANIFESTANT DEVANT LE PALAIS PRÉSIDENTIEL :

«Je viens du village de San Sebastian dans le département de San Marcos. Nous voulons que l'Église nous appuie dans la lutte face au gouvernement qui m'a pris ma propriété. Nous sommes en lutte depuis 5 ans.

Je demande le respect du droit. Justice.»

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE UN ACTE CONCRET CONTRE L'IMPUNITÉ

Par Alvaro Vargas

Alvaro est bachelier en anthropologie et accompagnateur du PAQG. Il vient de rentrer d'un séjour de cinq mois au Guatemala.

La solidarité internationale doit-elle être partisane? Peut-elle travailler dans une perspective de consolidation d'un mouvement social? Peut-elle participer à l'abolition de l'impunité?

Nul besoin de rappeler qu'après 36 ans de guerre, de répression politique et culturelle et de génocide, le Guatemala restera marqué à jamais. Nul besoin non plus de vous informer qu'une telle dynamique de destruction génère invariablement un traumatisme social qui handicape les structures de la société. Chaque secteur social, que ce soient des syndicats ouvriers, professionnels ou étudiants, des regroupements d'artistes, des groupes religieux ou des partis politiques, se sont développés autour d'un contexte de guerre ou plutôt de lutte révolutionnaire.

Ce qui, d'une certaine manière, a obligatoirement restreint l'épanouissement de la société civile guatémaltèque. Il est cependant clair que l'accord de paix entre l'URNG et le gouvernement permet un repositionnement des forces sociales dans la perspective d'élaboration d'une lutte sociale sous d'autres formes que celles tentées durant les quarante dernières années. Pour la gauche, c'est un changement stratégique nécessaire, ayant comme but ultime, la reconstruction de la société, tout en resituant le rôle de l'État et celui des institutions qui constituent l'État-nation, dans une perspective collective.

Évidemment ce changement d'orientation implique un bouleversement dans les structures de la société civile, mais il a aussi

comme conséquence directe de favoriser l'implantation d'un système capitaliste ou d'une manière plus diluée, le néolibéralisme. Étant donné le rapport de force existant qui favorise indubitablement le pouvoir contrôlé par la droite, soit les 20 plus riches familles et leur acolytes, qui contrôlent un véritable système féodal.

Mais quel est donc le rôle des groupes de solidarité internationale? À mon humble avis la solidarité internationale doit s'inscrire dans un processus de collaboration avec les mouvements de masse et la société civile. Tout d'abord, il faut se demander quelles sont les nécessités locales et les possibilités d'actions pour les groupes de solidarité voulant participer d'une manière particulière à l'élaboration de la société guatémaltèque.

Il est évident que les groupes de solidarité comme le PA doivent cibler leur travail dans le but de favoriser l'émancipation des masses sociales organisées. Ceci en priorisant une lutte contre l'impunité tout en faisant un accompagnement des secteurs et des groupes sociaux qui luttent contre cette dernière et qui, éventuellement, risquent gros face à l'oligarchie guatémaltèque.

Dernièrement, une simple accusation criminelle de l'ex-dictateur Pinochet à complètement bouleversé la vie politique chilienne ; au point de déstabiliser la politique de consensus qui permettait la stagnation politique versus une politique de conflit qui, inexorablement, permet un repositionnement de la gauche face à la droite.

Le Guatemala ce n'est pas le Chili, mais c'est quand même un pays qui a souffert de la répression militaire et où l'on doit juger les coupables tout en permettant à la gauche de s'épanouir et ainsi créer un nou-

veau pays qui respecterait les intérêts collectifs des Guatémaltèques.

C'est dans cette perspective de lutte sociale que j'ai effectué un travail de solidarité en accompagnant une communauté d'ex-réfugiés en accompagnant les témoins et l'organisation populaire ADIVIMA, dans le procès de Rio Negro ainsi qu'une exhumation près de Chichicastenango.

La solidarité internationale doit être un geste concret contre l'impunité surtout si elle permet la consolidation d'un mouvement populaire qui lutte pour un changement social. À vous de choisir!



Mgr Juan Jose Gerardi Conedera :
«Connaitre la vérité est douloureux, mais c'est, sans aucun doute, une action hautement salutaire et libératrice»

le 24 avril 1998

Les nouveaux accompagnatrices et accompagnateurs et leurs formateurs... en double!

Photo prise au cours de la formation intensive de l'automne 1998



Amélie Binette

Bonne Chance à toutes et à tous pour leur accompagnement dans les communautés autochtones du Guatemala!

**NOUVELLES DES ACCOMPAGNATRICES
ET DES ACCOMPAGNATEURS**
par l'équipe du Sud et le PAQG

Connie Berry d'Ottawa a terminé son séjour d'accompagnement le 19 décembre dernier. Elle est demeurée plus de trois mois à La Trinidad, Escuintla, sur la Côte-Sud. En novembre, elle avait aussi accompagné durant une semaine les témoins du massacre de Rio Negro avec Alvaro Vargas de Montréal.

Alvaro est rentré du Guatemala le 14 décembre dernier. Après trois mois d'accompagnement dans la communauté de retournés de San Rafael, Escuintla, Alvaro a accompagné les témoins du massacre de Rio Negro (voir Action urgente du PAQG 17 novembre '98 et articles dans ce numéro) à Rabinal et Salima, Baja Verapaz pendant deux semaines. Ensuite, il a accompagné les membres de la Fondation des anthropologues légistes du Guatemala lors du début de l'exhumation du cimetière

clandestin de Tzanimacabaj, Chichicastenango, Quiche.

Alvaro réalisera dans les prochaines semaines plusieurs activités d'information sur son expérience de solidarité au Guatemala.

Il y a présentement 10 accompagnatrices et accompagnateurs du PA au Guatemala:

Patrick Richmond de Guelph, est à Quetzal 3 et 4, Huehuetenango. Il va rentrer au Canada le 6 février.

Jean-François Groulx est en route pour le pays maya.

Charles Gaucher et **Stéphanie Tardif** se sont envolés le 4 janvier, tandis que **Véronique Bélanger**, **Amélie Binette**, **Anne Desrochers**, **Linda Hamelin**, **Marie-Claude Ricard** et **Mireille Roy** ont pris l'avion à destination de Guatemala la Ciudad le 7 janvier dernier. La plupart suivent présentement des cours d'espagnol. Ces dernierEs participent à un stage «Québec sans frontières», subventionné par le Ministère des relations internationales du Québec.

Paul Williams d'Ottawa partira le 17 janvier pour le Guatemala.

Onze personnes participeront à la formation au Sud du 24 janvier prochain et partiront ensuite pour un séjour d'accompagnement dans les communautés de réfugiés retournés.

NOUVELLES DU SUD

par Isabelle Gauthier

Sources: Cerigua, Centro de Estudios de Guatemala

MITCH ET LA CONSULTATION POPULAIRE

Au cours des mois de novembre et décembre, il y a eu un débat national sur le fait de prolonger ou non «l'état d'urgence» instauré à cause de Mitch. Décrété pour 30 jours après la catastrophe par le gouvernement, l'état d'urgence donnait un pouvoir «extraordinaire» aux services de sécurité dans le but de contrer le banditisme et les abus qu'auraient pu provoquer la grande quantité de bâtiments laissés à l'abandon et une situation chaotique en général. L'état d'urgence restreignait les garanties individuelles, donnait aux forces de sécurité le pouvoir de détenir une personne sans ordre d'arrestation et leur permettait aussi d'entrer n'importe où sans mandat.

Après l'ouragan, le gouvernement avait annoncé 30 jours de «mesures spéciales» et vers la fin novembre il a décrété que l'état d'urgence se poursuivrait jusqu'au 30 décembre. Il y a eu beaucoup de pressions pour qu'il soit révoqué car les organisations religieuses, politiques et sociales trouvaient que la situation ne justifiait plus de telles mesures et elles craignaient que le gouvernement n'abuse et cherche carrément à tirer profit de cette situation de pouvoir.

D'autant plus que cette mesure avait des incidences importantes sur l'implantation des Accords de paix, notamment sur la tenue de la consultation populaire pour ratifier 50 réformes constitutionnelles qui ont été approuvées par le Congrès durant le mois d'octobre. Dès la fin de l'état d'urgence et lors du rétablissement des garanties individuelles, le Tribunal électoral devait convoquer la Consultation populaire prévue pour le mois de mars 99. Mais le 6 janvier 99, une autre entrave surgit provenant, cette fois-ci, de la Cour constitutionnelle -la plus haute cour du pays- qui suspend provisionnellement la tenue du référendum populaire pour questionner sa procédure. Le Congrès avait en effet opté pour une consultation comprenant une seule et simple question «oui-non» pour l'ensemble du paquet de 50 réformes. Le Centre pour la défense de la Constitution (CEDECON) soulève la controverse en invoquant l'inconstitutionnalité d'une telle

procédure et propose de diviser le paquet de réformes en cinq grands thèmes auxquels la population pourrait répondre par oui ou par non.

Selon Mario Guerra Roldan du Tribunal électoral suprême, si la Cour ratifie la suspension (ce qui ne se fera pas avant deux mois), le Congrès devra changer la procédure du référendum de manière à poser plusieurs questions au lieu d'une seule. Ce délai pourrait mener les autorités à tenir le référendum la même journée que les élections générales, en octobre ou novembre prochain.

Selon Raquel Zelaya, la représentante du gouvernement dans les pourparlers de paix, les réformes et par extension la consultation sont des résultats directs du processus de paix, et cela soulève des dissensions : «*les oppositions aux réformes viennent de secteurs qui craignent le changement*».

Selon Carlos Gonzalez de l'URNNG, la controverse actuelle autour de la consultation constitue «un recul dans le processus de paix».

Nineth Montenegro, députée du Front démocratique nouveau Guatemala (FDNG), fait pour sa part allusion à des intérêts partisans dans ces décisions, «spécialement de la part du parti au pouvoir, le PAN (Parti pour l'avancement national) qui cherche à lier le référendum aux élections générales». Plusieurs analystes avaient déjà fait la proposition de regrouper les réformes en cinq thèmes généraux et de poser pour chaque thème une question «oui-non». Mais les opposants de cette méthode trouvent que cela risque de provoquer de la confusion parmi la population. Rigoberto Juarez de la Coalition des organisations du peuple maya (COPMAGUA) avoue que la meilleure option reste encore une question unique, «c'est plus compliqué de faire l'analyse de cinq thèmes ou de 50 questions, surtout à cause du haut taux d'analphabétisme qu'on retrouve dans la population autochtone et du manque d'expérience historique des pratiques électorales chez les guatémaltèques.

IMPUNITÉ ET RÉCONCILIATION NATIONALE

Le 30 novembre dernier, le tribunal de Salama a condamné à la peine de mort

trois ex-PAC pour leur participation aux massacres de Rio Negro et Agua Fria en 1982, où 269 personnes, en majorité des femmes et des enfants avaient été massacrés (voir article dans ce numéro).

Au Guatemala, c'est la première fois que des gens sont condamnés pour leur participation aux massacres qui ont eu lieu dans les années de répression. Les leaders d'opposition et les groupes de droits humains ont applaudi le verdict, mais la plupart ont émis des réserves concernant la peine de mort. La plupart des groupes qui luttent contre l'impunité (GAM, FAMDEGUA, la Fondation Rigoberta Menchu, le FDNG) sont d'accord pour dire que la sentence reste incomplète tant et aussi longtemps que les auteurs intellectuels des massacres seront en liberté. Les groupes de défense des droits humains qui travaillent sur ce cas (dont CALDH) veulent que l'enquête se poursuive pour que soient aussi jugés ceux qui ont ordonné les massacres. De leur côté, les ex-PAC vont aller en appel pour tenter de renverser la sentence ou commuer la peine de mort en peine de prison.

L'affaire Pinochet a aussi eu des répercussions au Guatemala et plusieurs groupes ont réclamé l'arrestation des civils et des militaires qui ont été impliqués dans les quelques 440 massacres qui ont eu lieu durant le conflit armé (dont Efraim Rios Montt, Lucas Garcia ainsi que plusieurs ministres et militaires de l'époque).

Suite à l'affaire Pinochet, le GAM (Groupe d'appui mutuel) pense porter plainte contre Rios Montt pour le meurtre et la disparition de 2 prêtres belges. Mais Rios Montt devra se trouver en Europe pour que la Belgique puisse faire une demande d'extradition, les pays voisins du Guatemala ne voudront sûrement pas répondre positivement à cette demande qui causerait un grave incident diplomatique. Cela semble difficile à réaliser, mais l'affaire Pinochet à quand même ouvert une porte concernant les recours internationaux. Suite à cela, plusieurs personnes qui ont été impliquées dans la répression des années 70 et 80 ont commencé à développer une véritable paranoïa et ont peur d'être jugées.

En réponse à cela, le 8 décembre, le président Arzu a convoqué, dans un grand plaidoyer, tous les Guatémaltèques à s'unir au mouvement national du Pardon et rappelé que le 29 décembre, anniversaire de la

signature des Accords de paix était en fait le 2e anniversaire du pardon et de la réconciliation nationale. Il a aussi dit qu'il allait demander pardon au nom de l'État guatémaltèque et invité tous les secteurs à faire de même.

La réponse des groupes de la société civile a été plutôt rébarbative. À l'instar de Mario Polanco du GAM, plusieurs se demandent pourquoi demander pardon ou pardonner alors que le processus d'éclaircissement historique n'est pas terminé et que les criminels n'ont pas encore été identifiés. La Fondation Myrna Mack précise que la réconciliation doit commencer par des gestes concrets: comment pardonner alors que les gens n'ont pas encore reçu de compensation pour les dommages subis durant la guerre?

L'Église aussi a un rapport très tendu avec l'État en ce moment et a récemment fait des déclarations à l'effet que le meurtre de Gerardi avait été réalisé par des militaires (voir article dans ce numéro).

Le 29 décembre 1998, à Santa Cruz del Quiche, durant une cérémonie pour marquer le second anniversaire de la signature de la paix, le président Alvaro Arzu a demandé pardon, au nom du gouvernement, aux milliers de victimes de la guerre dans le pays, devant une foule de plus de 5 000 personnes, en majorité des Mayas. «L'État est obligé de demander pardon pour la violence dont a souffert la population à cause des politiques des autorités et des actions de l'Armée et des forces de sécurité. Je demande pardon pour cela.»

Le ministre de la défense Hector Barrios s'est aussi exprimé durant la cérémonie et a défendu les actions de l'Armée, invoquant qu'«une guerre a été déployée, dont les paramètres des opérations (militaires) étaient clairement définis». Toutefois, il a fait un plaidoyer prudent pour le pardon «pour les erreurs et les excès qui pourraient avoir été commis».

Aux dires de plusieurs observateurs, il ne suffit pas de demander pardon. «Seules les victimes ont le pouvoir de pardonner et une des conditions indispensables pour cela, c'est la reconnaissance des actes qui ont été commis, la garantie qu'ils ne seront pas répétés, la réparation des dommages causés et la remise des responsables à la justice» a déclaré la Commission nationale des droits humains (CONADEHGU).

Dans son discours du 29 décembre, le secrétaire général de l'URNG, Jorge Soto, a

aussi abondé dans ce sens : «Il faut créer certaines conditions pour que le pardon puisse être possible et pour que cela puisse mener à la réconciliation plutôt qu'à la polarisation et au mécontentement. La découverte de la vérité est une étape cruciale qui apportera soulagement au peuple».

Une part de cette «vérité» sera rendue publique lors de la présentation officielle du rapport de la Commission d'éclaircissement historique (CEH). Les résultats de cette enquête sur les violations de droit humains commises durant la guerre devaient être présentés le 31 janvier 1999, mais la présentation vient d'être repoussée au mois de février, le président ne pouvant assister à la cérémonie. Le rapport retrace plus de 12 000 cas de violations de droits humains commis durant les 36 ans de conflit armé, à partir des informations et témoignages recueillis auprès de 21 institutions représentatives des différents secteurs de la société. On se rappelle que l'hiver dernier, une section de cette Commission avait recueilli les témoignages de guatémaltèques vivant dans d'autres pays et que des entrevues avaient été réalisées à Montréal.



L'URNG devient un parti politique officiel

Le 18 décembre 1998, l'Unité nationale révolutionnaire guatémaltèque (URNG) a été officiellement inscrite comme parti politique, 16 ans après sa fondation.

Jorge Soto, secrétaire général de l'ancienne guérilla, a mentionné que c'était un des moments les plus importants dans l'histoire du pays car d'un point de vue institutionnel, cela constitue «une preuve de la consolidation de la démocratie au Guatemala».

Le nouveau parti compterait 4 523 membres formels et son programme inclut la défense des droits humains et environnementaux, de la démocratie, de l'égalité des sexes et la reconnaissance des droits et de l'identité des peuples Maya, Xinka et Garifuna.

L'URNG doit maintenant tenir une assem-

blée nationale qui permettra d'élire les dirigeants qui représenteront le parti pour les deux prochaines années.

L'URNG à l'intention de participer aux élections nationales prévues pour l'automne prochain et, dans cette optique, tente de former une coalition avec d'autres partis, dont probablement le FDNG et le DIA (Parti pour le développement intégré authentique).

Rigoberta Menchu se retire du procès Xaman

Le 6 janvier 1999, Rigoberta Menchu Lannonçait sa décision de se retirer comme co-plaignante dans le procès du massacre de Xaman. (Pour plus d'information sur le cas Xaman, voir bulletin du PAQG #16)

La lauréate du Prix Nobel a informé la presse que sa décision était motivée par la partialité et la négligence des juges de la cour de Coban. «Nous voulions que justice soit faite. (...) Nous ne sommes pas prêts à faire de concession pour que cette farce légale se poursuive» a-t-elle mentionné. Mme Menchu a annoncé sa décision un jour après avoir dénoncé la disparition d'une carte et de croquis considérés comme des preuves importantes par les plaignants. Elle en impute carrément la responsabilité à la cour. Elle a aussi fait allusion à une résolution confuse, contradictoire et légalement imprécise, émise par la cour pour sanctionner Maria Lopez Funes -la représentante de Mme Menchu au procès- pour avoir eu une supposée altercation avec les juges deux jours auparavant. D'après Menchu, aucune raison valable ne justifierait cette sanction.

Dans les années précédentes le massacre, Mme Menchu révèle qu'elle a subi des pressions politiques et qu'il y

a eu de l'interférence dans le dossier de la part des juges et des avocats de la défense qui, à son avis, ont falsifié des preuves et influencé des témoins.

Hector Galvez Vasquez, président de la cour de Coban nie ces accusations : «Le verdict sera rendu dans le plus grand respect de la loi et de la justice, contrairement à ce que croit Rigoberta Menchu».

Malgré son retrait des procédures judiciaires, Mme Menchu dit qu'elle poursuivra son engagement dans le cas Xaman en faisant du lobby auprès d'organisations internationales comme la cour Interaméricaine des droits humains et la Commission européenne, pour s'assurer que justice soit faite.

L'ombudsman des droits humains, Julio Arango, a mentionné qu'il évaluerait la possibilité de remplacer Rigoberta Menchu comme co-plaignante.

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE L'ÉVÊQUE GERARDI LA JUSTICE ASSIÉGÉE

Par Roberto Nieto

L'INVENTION DU QUOTIDIEN GUATÉMALTEQUE

Le cas Gerardi continue d'être évacué par le gouvernement guatémaltèque et met en évidence l'inefficacité de la justice du pays. Depuis l'assassinat de l'évêque le 29 avril dernier c'est une véritable enquête bidon qui a été mise en place et qui, au cours des derniers mois, est devenue une véritable farce qui va même au-delà de la grossièreté la plus indécente... Gerardi travaillait depuis quelques années à la tête d'une commission d'enquête qui tentait de faire un peu de lumière sur les 36 années de guerre qu'a vécu le Guatemala. Depuis la signature des accords de paix le 29 décembre 1996, moment où les hostilités entre la guérilla et l'armée on enfin pris fin, l'Église catholique du Guatemala a commencé à récolter des témoignages pour éclaircir le passé; le Bureau des droits humains de l'archevêché a entrepris ce travail sachant sans doute que, maintenant la paix revenue, il fallait déterrer le passé pour qu'une majorité de guatémaltèques -surtout des autochtones et des pauvres- puissent enfin dormir en paix après avoir raconté l'histoire de leurs morts.

Le Guatemala vit l'étape de la reconstruction, un «nouveau souffle d'espoir» venait de naître avec les accords de paix grâce auxquels plusieurs espéraient enfin que la société civile pourrait prendre forme et exister véritablement. Des centaines d'organisations de la société ont fait un virage en voyant poindre à l'horizon un nouveau pouvoir à l'intérieur duquel ils auraient un rôle; cette transformation de la société civile signifiait la mise en place d'une participation politique accrue dans la transformation quotidienne de la société. Hélas, deux ans plus tard peu de choses ont changé. Le gouvernement semble faire de son mieux pour enterrer le passé. Dans un discours récent adressé aux Nations unies, le président Arzu indique clairement que l'intention du gouvernement guatémaltèque est de protéger le plus possible les bourreaux du passé; une véritable insulte aux organisations du pays qui lui demandent de faire l'inverse.

Depuis la signature des accords de paix, le gouvernement guatémaltèque a fait de son mieux pour convaincre la communauté internationale que le pays était enfin sur le bon chemin. Devant une baisse du niveau de violence exercée par l'État, les organisations internationales ont agité en acquiesçant et en quittant le pays. L'assassinat de Mgr Gerardi est cependant venu créer une brèche dans le processus de transition initié par les accords de paix et a placé le gouvernement Arzu face à ses propres inepties, comme l'indique un des rapports de WCC/GRICAR : *«le gouvernement [...] se trouve face à un dilemme : renoncer aux objectifs de réformes prévus par l'agenda de paix et accepter la contraction de son pouvoir réel, ou décider de rompre avec les habitudes des trois gouvernements civils précédents [...] et commencer à démonter l'appareil de pouvoir parallèle (les escouades de la mort).»* Le gouvernement se trouvait donc pris face à son propre discours à travers lequel il tente de faire avancer «sa» politique -celle du parti, le PAN (Partido de Avance Nacional)-, au lieu de celui qui vise l'accomplissement des accords de paix. Au cours des derniers mois, la politique d'Arzu s'est trouvée confrontée aux secteurs les plus conservateurs de l'élite guatémaltèque qui voyaient déjà d'un mauvais oeil la signature des accords

«Quand arriva l'assassinat de Gerardi, tout l'appareil étatique était déjà pris dans sa propre vérité qui devenait de plus en plus farfelue...»

de paix. En fait, il s'agit de ceux-là mêmes qui ont une mainmise sur les médias du pays et qui sont les plus susceptibles d'avoir des militaires à leur service. Il fallait donc s'inventer une nouvelle réalité et réinventer le monde selon le PAN. Ce qui fut fait...

Quand arriva l'assassinat de Gerardi, tout l'appareil étatique était déjà pris dans sa propre vérité qui devenait de plus en plus farfelue. Tout d'abord, c'est l'évidence même, toutes les organisations de défense des droits de la personne le disent l'armée

est la première responsable de l'assassinat. Tout le monde au Guatemala sait que ce genre de crime, qui laisse des traces et des preuves évidentes -à un point tel que c'est difficile d'en mettre plus-, ne peut être que la création d'un groupe de l'armée.

La nouvelle fit le tour du monde. Tous comprirent que l'armée refusait que le passé soit ainsi étalé à la vue de tous; tout le monde le comprit, sauf le gouvernement guatémaltèque. Ce dernier pour «sauver la face», inventa une thèse pour expliquer l'assassinat et ordonna à ses sous-fifres de la justice de la défendre. L'important au Guatemala n'est pas le résultat, en tout cas pas au niveau de la justice, l'important c'est de faire le trajet. Une enquête peu prendre beaucoup de temps...

Comme dans tous les grands cas irrésolus (où l'armée est responsable), les choses traînent, les juges et les jurés démissionnent ou se font destituer lorsqu'ils sont trop têtus, des fichiers importants peuvent disparaître, les témoins peuvent décider (à cause des menaces) de changer d'avis, ou mieux, ils peuvent disparaître ou mourir eux aussi.

UNE JUSTICE MAGIQUE

Les événements qui entourent l'enquête de Gerardi démontrent l'invraisemblance et le manque de rigueur de tout le système de justice guatémaltèque. Devant toutes sortes de tours, dignes des plus grands prestigitateurs, l'armée donne la main -derrière le rideau- au gouvernement qui, devant l'incroyable mensonge qu'il sait devoir conter tôt ou tard, tente d'amadouer l'opinion mondiale qui le regarde de loin alors que personne n'est dupe. L'image du gouvernement guatémaltèque est conforme à ce qu'attendent les politiciens du monde : tant qu'il chante sur un air de néolibéralisme, tous seront subjugués. Le fait qu'un prêtre qui travaillait au niveau des droits humains soit assassiné n'en a fait sourciller que quelques-uns.

Après l'assassinat, plusieurs thèses émergèrent pour expliquer le meurtre. La plus sérieuse est relative au dépôt du rapport REMHI (que Gerardi a déposé 2 jours

avant sa mort), mais cette thèse pourrait avoir des répercussions importantes au niveau politique puisqu'elle impliquerait fort probablement des dirigeants des services secrets militaires qui, devine-t-on, auraient aimé mettre la main sur d'autres éléments non publiés du rapport. Cette thèse aussi sérieuse qu'elle puisse paraître, n'a jamais vraiment été retenue par les autorités.

L'enquête s'est rapidement développée comme si la planification de l'assassinat avait commencé par la prévision de l'enquête qui allait s'ensuivre. La première arrestation s'est réalisée le jour suivant : la police est allée chercher un homme qui avait été vu sur les lieux et qui se serait calmement acheté une cigarette quelques minutes après l'assassinat à quelques mètres du lieu du crime.

Immédiatement après, l'Ombudsman général national commenta l'arrestation en disant qu'il avait peur que les enquêteurs ne répètent les mêmes erreurs que dans le cas de Myrna Mack (une anthropologue assassinée en 1990) qui avait été traité comme un simple crime dénué de toute portée politique et dont les pistes de preuves étaient devenues de plus en plus sinieuses. Un archevêque, président de la Conférence épiscopale du Guatemala, souligna les mots que le Président Arzu avait prononcés le soir du meurtre : *«trouver les assassins serait comme chercher une aiguille dans une botte de foin.»* Le président avait fait une allocution télévisée pour condamner le meurtre, mais avait été surpris un peu plus tard en train de dire que de toute façon seule la position du «groupe des amis de la paix» -formé de gouvernements étrangers- était importante et ces derniers n'avaient pas remis en question la bonne volonté de son gouvernement. De nombreuses organisations ont commenté l'arrestation en disant que le gouvernement traitait le meurtre comme un simple crime sans lien politique alors que la symbolique était claire. *«Oubliez le passé!»*, pouvait-on lire dans le message sous-entendu du meurtre.

L'équipe responsable de l'enquête fut alors formée de représentants de l'Église (qui se retirèrent peu de temps après), mais surtout d'officiels assez près du gouvernement. Une routine policière se mit en place avec l'arrestation du dénommé Vielman (celui qui était supposé être sur le lieu du crime en train de s'acheter une cigarette). Les membres des forces de l'ordre salivèrent de plaisir à l'idée qu'un grand criminel se trouvait devant eux. L'enquête se heurta pourtant bien vite à des ratés sérieux : le suspect avait été vu dans un bar complètement saoul à l'heure du meurtre. De plus, à cause de son aspect physique -il est plus petit que Gerardi- il est peu probable qu'il ait pu soulever les énormes blocs de ciment ayant

servi à pilonner et à défigurer l'évêque alors qu'il rentrait chez lui. Peu importe, l'enquête continua.

La police tenta de faire identifier le suspect par des témoins qui étaient présents autour des lieux de l'assassinat mais cette procédure n'amena pas plus de preuve à l'enquête; une personne sur deux le reconnut.

Après tout cela, le 18 mai, soit près de 20 jours après le crime, le ministère de la Justice crût bon de prélever des échantillons de cheveux, de salive et de sang sur le suspect pour être enfin totalement sûr de son innocence. Cette procédure s'avéra elle aussi inutile et n'amena aucune preuve supplémentaire à l'enquête; l'avocat défendant Vielman contesta en disant que des échantillons avaient déjà été prélevés une fois...en plus il dénonça l'enquêteur en chef qui avait reconstitué le meurtre sans l'autorisation de la cour.

Jusqu'à là, tout allait bien. La justice guatémaltèque suivait son cours. Le temps passait, et comme toujours, tout le monde recommençait à se dire que c'était bien compliqué : les autorités d'un côté constatant que les criminels réussissent toujours à s'échapper, la population se disant que le principal problème est au politique...et que là, rien n'avait changé.

L'ENQUETE SE RETOURNE CONTRE L'ÉGLISE

Au cours de l'été l'enquête a continué de s'enliser. Quelques voix se sont élevées pour dire que l'on soupçonnait deux personnes de l'armée, mais les militaires ont immédiatement nié les affirmations et ont menacé de poursuivre quiconque avançait des accusations sans fondement. En arrière scène, les militaires se félicitaient sans doute d'avoir su montrer si efficacement aux Guatémaltèques qu'ils avaient encore le dessus, mais surtout, ils avaient démontré leur capacité de manipuler les gouvernements étrangers qui n'avaient que peu réagi. La presse guatémaltèque a bien avalé l'histoire, les premières pages avaient fait état de l'arrestation et des intrigues autour de Gerardi. Un éditorial d'Edgar Gutierrez, un des rares journalistes osant amener des points de vue critiques, dans le journal *El Periodico* commenta : *«Quand la loi ne fonctionne pas, le processus judiciaire est utilisé comme spectacle et la presse est utilisée comme haut-parleur pour le public. Un cas tel que celui de Mgr Gerardi est en train d'être utilisé pour toutes sortes de choses, dont le moindre est d'atteindre la justice. Les ressources du système de justice sont manipulées afin de [...] mener une campagne contre l'Église catholique, exploitant des scandales, promouvant des rumeurs et visant des personnes [innocentes]...»*

Au mois d'août, les secteurs les plus répressifs montraient encore une fois leurs dents comme si rien ne s'était passé : un prêtre italien se faisait attaquer et recevait cinq balles dans le corps. Il survécut et quitta le pays immédiatement. Depuis le meurtre de Gerardi, cette attaque était la deuxième à survenir contre des membres de l'Église catholique. La police fit l'arrestation de quatre personnes qui étaient apparemment membres d'un gang organisé. La thèse d'une campagne contre les membres de l'Église semblait alors se concrétiser, mais le gouvernement ne traita ce crime que comme un autre événement détaché de toute signification plus large, pire, c'est maintenant toute la commission d'enquête qui allait se retourner contre une partie de l'Église.

Ainsi, c'est un ami de Gerardi, le père Mario Orantes qui se trouva incarcéré et inculpé du meurtre en compagnie de sa cuisinière et du chien de la paroisse, Baloo, qui était soupçonné d'avoir collaboré lui aussi.

Le jour de l'arrestation, 70 membres des forces spéciales de la Police nationale (PNC) entourèrent la maison du père qui se présenta peu après en demandant l'accès à sa demeure. La police procéda à son arrestation malgré les manifestations du père. La presse avait évidemment été mise au courant et se trouva présente avec toutes ses caméras. Seules quelques paroles d'Orantes purent être interceptées par les médias : *«Tout ceci est absurde»*, l'entendit-on dire. Une série de rumeurs entourèrent les arrestations; les seules dignes de mention mettent en relation ces arrestations de la part du ministère public et les divulgations faites quelques jours plus tôt par le Bureau des droits humains de l'Archevêché qui avait rendu public des informations pointant du doigt les militaires.

Le spectacle médiatique qu'avait été l'arrestation du père Orantes représentait en somme une réponse puissante aux affirmations de l'Église.

Mais ce n'est pas terminé. Les enquêteurs, encore épris du sérieux de leurs agissements, continuèrent d'amener des nouveaux éléments pour tenter de montrer que la théorie du meurtre passionnel était la bonne. La thèse est la suivante : le père Orantes aurait été l'amant de Gerardi, qui évidemment n'était pas un être parfait, et l'aurait fait assassiner par son chien puisque Gerardi aurait eu un amant secret. Le mandat d'arrestation aurait été émis par un juge qui aurait vu le rapport d'un expert espagnol de l'Université Complutense de Madrid et qui aurait affirmé que les photos prises du corps de Gerardi avant son enterrement montraient des traces de morsures

de chien. Le reste de l'histoire ne restait qu'à être inventé... Malgré le témoignage du docteur guatémaltèque ayant procédé à la première exhumation, le gouvernement fit venir l'expert espagnol pour qu'il témoigne devant un juge et examine -cette fois-ci sérieusement!- le corps de Gerardi.

Comme si l'histoire n'était pas déjà assez farfelue, les enquêteurs expliquèrent que c'était le chien qui avait assassiné Gerardi. De sa cellule, Orantes démentit complètement toutes les accusations et déclara que le chien n'avait jamais été entraîné pour attaquer et que, de toute façon, le chien souffrait de maux de dos qui l'empêchent de bouger trop rapidement. Un vétérinaire fut d'ailleurs dépêché pour traiter le chien qui pouvait à peine se déplacer. Le chien Baloo a 11 ans, son espérance de vie est de 12 ans. Selon certaines informations, des poils de chien auraient été trouvés sur les lieux du crime.

À ce moment-là, la cour décida de relâcher le premier suspect et quelques jours plus tard, la cuisinière d'Orantes fut elle aussi libre de s'en aller. Il ne restait donc que le chien et son maître.

Une autre thèse fut émise par un journal américain : selon un article du Miami Herald qui n'a pas révélé ses sources, Gerardi serait revenu chez lui et aurait surpris le père Orantes en train de faire l'amour avec un autre homme, une engueulade s'en serait suivie et Gerardi aurait été tué peu après. Une autre hypothèse de ce même journal suppose qu'Orantes aurait eu un partenaire homosexuel qui aurait été membre de l'Intelligence militaire (police secrète) et que Gerardi serait mort des répercussions de cette histoire.

COMBIEN DE TEMPS L'ÉTAT TENTERA-IL DE CAMOUFLER LA VÉRITÉ ?

En mai 1997 un rapport spécial sur la situation des droits de la personne publié par WCC/GRICAR qui s'intitulait «*Désastre pour les droits humains au Guatemala*» faisait état de la situation grave qui continuait de sévir dans le pays et mentionnait notamment que des «*événements récents révèlent [...] l'implication directe de l'État dans la promotion des violations de droits de la personne et soulève d'importantes questions à propos de l'intégrité et la crédibilité du système international de protection des droits de la personne et la volonté et la capacité des nations du monde de pourvoir adéquatement une telle protection.*»

«*Dix-sept mois après ce rapport, nous ne pouvons que reprendre ces affirmations*», notait un autre rapport publié par le même

groupe en octobre 1998. En effet, le cas Gerardi, comme les cas de Myrna Mack, de Jorge Carpio (un journaliste qui s'est présenté pour la présidence, assassiné lui aussi) et de Xaman (où 11 personnes furent assassinées par des militaires en 1995), font partie d'une liste de cas irrésolus et dont tout le monde a eu connaissance. Chacun de ces cas représente une tentative de faire face à l'impunité qui existe au Guatemala. Il est cependant triste de dire que la liste s'allonge un peu plus à chaque année et que rien, pour le moment, ne laisse croire que malgré toute l'attention nationale et internationale qui les entoure, la justice finira par être administrée.

En ce qui concerne le cas Gerardi, les rebondissements n'en finissaient plus de se produire. Le 7 septembre 1998, le juge responsable du cas accepta une réquisition de la part de l'Église pour qu'une seconde autopsie soit pratiquée sur le corps de Gerardi afin de vérifier la théorie du crime passionnel. Des experts furent dépêchés d'Espagne et des États-Unis pour venir voir le corps de plus près. L'un d'entre eux était même un expert en analyse de photographies mortuaires et en morsures d'animaux. L'expert espagnol, le docteur Reverte, qui le premier avait cru voir des traces du chien sur le corps fut dépêché d'Espagne. Répondant aux questions de la presse, le ministre de la Justice, récemment nommé à ce poste par le président du pays, dit que l'expert espagnol viendrait pour que l'on «*découvre la vérité et rien que la vérité.*» Des enquêtes réalisées pour connaître plus à fond l'identité du docteur Reverte révélèrent qu'il avait déjà collaboré avec les militaires salvadoriens, mais le plus inquiétant est qu'après la seconde autopsie, ce même docteur présente une théorie pour expliquer le meurtre qui ne se basait sur aucune preuve scientifique ou médicale. Il se disqualifia lui-même comme expert lors d'une conférence de presse où il expliqua son hypothèse et termina en citant un roman d'Agatha Christie dans lequel un crime est commis derrière une porte fermée, dans une chambre sans fenêtre et sans que des clés soient disponibles à quiconque pour entrer.

Inutile d'ajouter que les autres experts tombèrent en désaccord avec cette hypothèse complètement farfelue. Le ministère de la Justice guatémaltèque continua cependant d'appuyer la théorie du crime passionnel et garda Orantes et le chien Baloo en prison. Malgré l'incapacité du vieux père Orantes ou de son chien de mener à terme une attaque d'une telle violence, ils continuèrent d'être accusés alors que toute la théorie venait d'être démolie par une seconde autopsie. L'avocat d'Orantes alla malgré tout demander la libération de son client, mais cette demande fut refusée par le juge.

Orantes est jusqu'à ce jour en prison.

LES AUTEURS INTELLECTUELS VIENNENT D'EN HAUT

Au cours de toute cette période, des délations de militaires se produisirent venant appuyer la thèse du crime politique dont les auteurs intellectuels seraient de haut-niveau. La presse continua de faire état de l'affaire en publiant des informations à ce sujet. Des organisations de défense des droits de la personne affirmèrent détenir des informations pertinentes les amenant à croire que cinq personnes reliées au Haut commandement présidentiel de l'armée (Estado Mayor Presidencial) auraient commis le meurtre, ceci inclut un colonel de l'armée qui aurait tenté d'avoir accès à des informations non publiées dans le rapport REMHI qu'avait présenté Gerardi juste avant sa mort. Toutes ces accusations viennent s'ajouter à une longue liste d'accusations portées contre cette structure suprême de l'armée guatémaltèque, dont entre autres de nombreux enlèvements, des assassinats et des massacres.

La plupart des organisations de défense des droits de la personne au Guatemala connaissent l'EMP. Les agissements de ce corps armé qui opère en toute impunité ne surprennent à peu près personne. En général, il est même possible de connaître toute la «*chaîne de commande*» entourant ses actions. L'EMP opère au su de tous, mais jamais ses membres n'ont vu l'intérieur d'un palais de justice. Ils fabriquent et façonnent la nation de nuit avec tous leurs escadrons de la mort tandis que de jour ils défilent fièrement devant le président qui les salue avec le plus grand respect.

Ce qui est le plus surprenant lorsque l'on tente d'administrer la justice au Guatemala c'est de constater avec quel acharnement le gouvernement et tout l'appareil étatique couvre les opérations militaires. Jeter un coup d'oeil sur l'enquête du meurtre de Gerardi montre à quel point les militaires réussissent à fabriquer la réalité au vu et au su de tous.

Ce qui est le plus préoccupant pour nous ici au Canada, c'est de savoir que le gouvernement canadien a déjà investi de l'argent pour l'amélioration de l'appareil judiciaire au Guatemala. Mais où est passé cet argent ?

à suivre ...



manifestation contre l'impunité dans la capitale

photo : Alvaro Vargas 1998

ESPOIRS ET INQUIETUDES...

par Mary Ellen Davis

Mary Ellen Davis est cinéaste et membre du PAQG. Elle a à son actif la réalisation et la production de plusieurs films documentaires sur le Guatemala et le Mexique (Le songe du Diable, 1992. Terre Sacrée, 1996. Mexico mort ou vif, 1996). Elle est rentrée du Guatemala le 21 décembre dernier.

J'ai passé cinq semaines au Guatemala grâce à une bourse de recherche et scénarisation de la SODEC, en vue de réaliser bientôt un troisième documentaire dans ce pays. Espérons que ce projet verra le jour sans les habituelles énormes difficultés de financement, quoique j'en doute.

J'ai rencontré parmi d'autres Miguel Angel Albizures, de Alianza contra la Impunidad. Il dit que malgré les immenses obstacles encore en place, quelques pas ont été accomplis dans la bonne direction, en termes du respect des droits de la personne et de la lutte contre l'impunité. Selon lui, la presse locale accorde maintenant plus d'espace au déroulement des exhumations et des procès sur les cas de massacres. Bien entendu, les groupes et comités qui forment la Alianza étaient contents du verdict condamnant trois membres de la patrouille civile, dans le cas d'un des nombreux massacres de Rio Negro. Cependant, les partisans des droits de la personne sont contre la peine de mort, et cette condamnation implique malheureusement son application. Par ailleurs, il reste à voir si les autres

membres de la même patrouille seront arrêtés, et si un procès peut être initié contre les militaires qui ont organisé cette patrouille.

Albizures m'a dit aussi que les déboires européens de Pinochet ont fait tourner légèrement le vent. De quoi rendre les militaires un petit peu plus nerveux. J'ai rencontré d'autre part le colonel Otto Noack, qui avait été emprisonné voilà quelques mois pour avoir ouvertement exprimé son opinion que l'armée devait reconnaître les excès commis durant la guerre. Il trouve décevant l'immobilisme de son institution, et regrette que l'armée n'ait pas ouvert ses archives aux enquêteurs de la *Comision de Esclarecimiento Historico* (dont le rapport est sur le point d'être publié). Il trouve improbable l'éventualité d'un coup d'État militaire, mais craint que certains membres de l'Armée, se sentant acculés et soumis à la loi du silence, réagissent « autrement ». Dans ce contexte, ce sinistre « autrement » ne pouvait être interprété que d'une seule manière : le retour (ou plutôt le maintien?) des escadrons de la mort, la possibilité d'autres assassinats comme celui de l'évêque Juan Gerardi, responsable de l'ODHA (Bureau des droits humains de l'archevêché de Guatemala) et du projet REMHI.

Mon dernier voyage au Guatemala remontait au printemps 1996. Cette fois-ci, j'ai remarqué une ambiance différente. Des

myriades de groupes s'occupent d'organiser des tonnes d'activités: rencontres, forums, sessions d'information, ateliers. Les salles sont remplies. Je crois que cette intensité vient en partie de la réintégration des ex-guerrilleros et exilés revenus vivre au pays : j'en ai rencontré plusieurs fort actifs. Au-delà de la bonne vieille tradition de critiquer la classe dominante et l'état-major militaire, j'ai constaté un autre niveau de débat qui montre à quel point les groupes de femmes, les collectifs mayas, les comités des droits de la personne, les secteurs religieux, la gauche, le mouvement populaire sont en pleine redéfinition, à partir de la base. Après tant de répression, tant de polarisation, c'est une étape nécessaire. Les gens ne se sentent plus obligés de se taire et questionnent les camarades dont le comportement est teinté de racisme, de machisme ou d'autoritarisme. On ne peut plus répliquer, comme auparavant: « Attendez *compañeros*, ces thèmes sont moins urgents. D'abord la lutte de classes, la lutte armée, la victoire socialiste, et ensuite on en parlera. » Il ne s'agit plus d'accepter un modèle imposé d'en haut, mais de chercher sa propre autonomie, de définir sa propre identité. Il s'agit de s'écouter les uns et les autres. Il s'agit de s'identifier comme Mayas, comme femmes, comme femmes mayas, comme collectifs et communautés. Peut-être qu'à court terme cela veut dire un fractionnement, mais c'est mieux qu'une unité artificielle...

Le premier procès d'un massacre au Guatemala

par Sarah Kee (collaboratrice du groupe étasunien Guatemala Partners)

L'histoire se fait en cette tranquille journée du 9 novembre 1998, dans la salle de ciment dénudée du palais de justice de Salama, capitale de la province du Baja Verapaz. Pour la première fois devant la justice, le cas d'un des 400 massacres perpétrés au début des années '80; période au cours de laquelle plus de 40 000 personnes furent brutalement assassinées ou enlevées, sous la férule du dictateur militaire de l'époque, le général Efraim Rios Montt.

Dehors, dans la rue adjacente au tribunal, des hommes, des femmes et des enfants Maya Achi sont rassemblés, assis, discutent, les yeux rivés sur la bâtisse. Quelques bannières pendent sur les murs, on y réclame justice; la condamnation des meurtriers et la fin de l'impunité.

Dedans, siègent lourdement les trois accusés: Fermin Lajuj Xitimal, Pablo Gonzalez Gomez et Carlos Chen Gomez, tous anciens membres des patrouilles d'autodéfense civiles guatémaltèques, accusés de meurtre, vol qualifié et possession illégale d'armes; accusations relatives au massacre du village de Rio Negro, Baja Verapaz, où 77 femmes et 107 enfants furent torturés puis tués le 13 mars 1982.

Le plaignant du cas est Jesus Tecu Osorio, un jeune homme originaire de Rio Negro qui vit maintenant à Pacux, Rabinal. Lui, plusieurs autres survivants et les familles des victimes ont travaillé assidûment depuis des années pour traîner le cas devant les tribunaux. Sa propre mère, sa soeur et son jeune frère ont péri dans ce massacre. Il est un des seuls témoins oculaires toujours en vie.

Jesus Tecu Osorio avait dix ans au moment du massacre et garde un vif souvenir de cette journée. Un groupe de 45-47 patrouilleurs et soldats les ont alors obligés à marcher jusqu'au sommet d'une falaise, lui, les autres enfants et les femmes de Rio Negro. Les patrouilleurs venaient de Xococ; parmi eux se trouvaient les trois accusés. Carlos Chen Gomez commandait la patrouille. Les hommes injuriaient, frappaient, poussaient de leurs fusils les villageois trébuchants, terrorisés durant leur marche forcée vers le sommet. Une fois en haut, les patrouilleurs et une poignée de soldats qui les accompagnaient ont commencé à sélectionner certaines des plus jeunes femmes, qui furent violées plusieurs fois puis mises à mort; étranglées, fusillées ou tuées à coups de machettes. La soeur de Jesus était dans ce groupe. Il a ramassé son petit frère, un bébé, sur les instructions de sa mère. Ce furent ses

dernières paroles avant de mourir. Un des patrouilleurs a ordonné à Jesus de rester près de lui: il allait le ramener avec lui à Xococ pour le faire travailler. Alors le patrouilleur a vu le petit frère de Jesus qui pleurait dans son dos et il a dit: «Mais lui ne peut pas venir, il est trop petit». Jesus implorait tandis que l'homme prépara sa machette, fit faire volte-face à l'enfant et trancha en deux le bébé qu'il portait dans son dos.

Ce patrouilleur était Pedro Gonzalez Gomez, un homme court et bouffi, assis sur le banc des accusés, la tête basse, les yeux rivés au sol.

Quand les hommes ont eu fini de violer et de tuer les 177 femmes et enfants, Jesus a été emmené à la maison de Pedro Gonzalez Gomez, où il est demeuré prisonnier, travaillant ni plus ni moins comme esclave durant deux ans, après quoi il réussit à s'échapper avec l'aide d'une soeur aînée.

Le 10 novembre, une journée après le début du procès, Jesus Tecu Osorio a été le premier à témoigner. Il a choisi de s'exprimer en espagnol, la langue du tribunal, plutôt qu'en Maya Achi, sa langue maternelle. Il raconta avec précision et une impressionnante détermination les événements de ce 13 mars 1982. Sa voix se brisa au moment où il raconta la mort de son jeune frère, des sanglots discrets parvinrent de la salle où se trouvaient des parents des victimes et des survivants du massacre. A la demande de la cour, il pointa du doigt Pedro Gonzalez Gomez, le reconnut comme l'assassin de son frère et son propre ravisseur.

À tour de rôle, les témoins prirent place et identifèrent un ou plusieurs des accusés en disant: «Il a tué ma mère, mon frère, ma soeur, ma tante, il m'a violé, je l'ai vu projeter la tête d'un bébé sur un rocher». Juan Chen Osorio, un autre jeune homme de Rio Negro actuellement réinstallé dans la ville de Pacux, était un des derniers témoins oculaires à faire sa déclaration. Nerveusement, il a essayé de répondre aux questions des avocats de la défense et des trois juges. Ils le mitraillaient de noms, de dates, tentaient de le confondre, de trouver un échappatoire à cette expérience horrifiante.

Les trois accusés ont prétendu ne pas se trouver sur les lieux du massacre ce jour là. Ils ont déclaré qu'ils étaient en train de planter des arbres, qu'ils n'étaient pas membres des PAC, qu'ils ne connaissaient même pas l'existence des patrouilles. Leur démenti est cautionné par la longue tradition d'impunité et de racisme au Guatemala; c'est une provocation pour les témoins qui viennent faire la lumière sur le passé et qui questionnent l'infamie et le

statu quo de la répression et de l'exploitation.

Les mots sortent douloureusement: Juan, par l'entremise de son traducteur, raconte les événements de cette journée: «Les patrouilleurs m'ont poussé par terre avec d'autres enfants et on nous a dit de rester là et de garder la face contre le sol. J'ai essayé de regarder et j'ai vu ma mère et ma soeur en file avec les autres femmes. Une par une, elles allaient disparaître dans le gouffre. Je les entendais crier. J'ai vu ma mère et ma soeur près du sommet de la falaise. Puis on m'a frappé et on m'a ordonné de baisser la tête. Quand j'ai regardé à nouveau la file des femmes, ma soeur et ma mère n'y étaient plus». Juan, tout comme Jesus, a survécu et a été utilisé comme esclave domestique pendant deux ans par un des patrouilleurs. Alors qu'il s'éloignait du banc des témoins, Juan visiblement commotionné tomba sur le sol, évanoui.

La mère de Juan faisait partie des 156 squelettes exhumés en 1993 par une équipe légiste internationale du cimetière clandestin de Rio Negro. Le processus d'exhumation des cimetières clandestins qui jalonnent le pays se poursuit depuis sept ans au Guatemala. Les équipes légistes non-gouvernementales identifient les causes de la mort, la quantité de personnes et parfois leur identité. Leurs proches peuvent ensuite les réensevelir dignement et ainsi commencer le processus de guérison et de réconciliation dans la communauté.

La nuit précédant le début du procès de Rio Negro, tous les témoins à charge ont tenu une cérémonie maya. Accompagnés de chandelles et de prières, ils ont parlé à leurs morts, leur ont demandé la permission de parler du massacre, de faire connaître la vérité. Jesus a senti en lui l'esprit de son jeune frère; cela l'a aidé à surmonter la peur qui muselait le Guatemala depuis trop longtemps.

Le procès a pris fin le 30 novembre et les trois ex-patrouilleurs ont été trouvés coupables de meurtre et condamnés à mort. Cette sentence pose un précédent légal important. Il y a de nombreux autres cas de massacres datant de la même époque. Certains sont empêtrés dans les dédales bureaucratiques et l'inefficacité du système judiciaire guatémaltèque, d'autres n'ont pas encore été présentés, mais c'est une source d'espoir pour tout le monde. Pour la première fois, justice a été faite sur cette période de violence et de répression dirigée par l'État, et cela entaille irréfutablement le lourd voile de l'impunité entourant les massacres, la torture et les traumatismes.

>>



Manifestation dans la capitale en novembre 1998. Le texte sur la banderole dit : « Plus d'impunité, nous demandons justice. Communautés indigènes, présentes ».

photo : Alvaro Vargas

>> suite *Rio negro*

À l'écoute de la sentence, les survivantEs et témoins du massacre de Rio Negro ont été envahiEs par un intense soulagement. Ce jour là, la nouvelle a fait la une de la plupart des journaux du pays. Ce verdict n'apporte pourtant pas de solution facile à la violence du passé. Carlos Chen Gomez, Pedro Gonzalez Gomez et Fermin Lajuj Xitimul sont indubitablement responsables de crimes horribles et d'avoir instauré un climat de peur dans la région à la suite des massacres. Mais il ne faut pas perdre de vue que c'est l'Armée guatémaltèque qui a implanté et alimenté ces atrocités, et que parmi les hauts gradés se trouvent encore ceux qui ont ordonné et planifié ces massacres. Les patrouilles d'autodéfense civiles se trouvent en bas dans l'échelle de pouvoir; si bas que leurs vies peuvent être sacrifiées pour protéger les auteurs intellectuels qui encore à ce jour demeurent en position de pouvoir et d'autorité.

Les patrouilles d'autodéfense civiles sont des milices locales qui ont été mises sur pied pour surveiller les communautés de façon permanente. Entre 1982 et 1983 environ 80% de la population mâle des zones rurales autochtones fut intégrée dans ces patrouilles, le contrôle militaire devint ainsi un élément de la vie quotidienne des villages. Les hommes étaient obligés de s'enrôler dans les patrouilles, par la force plutôt que par décret; ils avaient le choix entre tuer leurs voisins ou connaître eux-

mêmes une fin brutale. Les patrouilles ont constitué un système de surveillance et de répression sans aucun coût direct pour l'Armée ou l'État.

Quelques-unEs des témoins du massacre de Rio Negro ont reçu des menaces de mort ou de représailles durant la période précédant les audiences. Les responsables de ces actes d'intimidation sont bien connus de la population locale, certains sont des ex-membres des fameuses patrouilles civiles de Xococ, d'autres des informateurs de l'Armée. Tous semblent utiliser le pouvoir et la protection que leur offrait l'armée dans le passé pour installer un climat de peur dans la région. Comme c'est le cas pour la plupart des massacres au Guatemala, les victimes du massacre de Rio Negro vivent côte à côte avec ceux qui ont tué leurs êtres chers. La base militaire se dresse toujours à l'entrée du village, un rappel constant de la structure qui a modelé le passé des autochtones mayas.

En 1996, un accord de paix était officiellement signé entre le gouvernement et l'URNG (Unité révolutionnaire nationale du Guatemala). Le chemin que poursuit la société guatémaltèque vers le changement est parsemé d'embûches et le processus de pacification est très lent. Certains sont d'avis que les accords ne sont, à peu de choses près, qu'une entente élitiste entre deux positions politiques divergentes, lais-

sant dans l'ombre la grande majorité de la population qui a souffert de la guerre et qui est maintenant aux prises avec un tissu social effrité et doit se tirer d'affaire toute seule.

Plusieurs, de façon non-officielle se sont mises à la tâche. Le REHMI (Récupération de la mémoire historique) est un rapport produit par l'Église catholique qui, à défaut d'autorité légale, tente d'utiliser son autorité morale pour donner une chance aux victimes de raconter leur histoire, ouvrant ainsi une porte à la réconciliation. L'évêque Gerardi, co-responsable de ce projet, fut assassiné en avril 1998, 48 heures après la sortie publique de ce rapport. Le document impute à l'Armée guatémaltèque la responsabilité de 90 % des 150 000 morts qu'ont fait les 30 ans de guerre civile. Une grande majorité de personnes croit que la mort de l'évêque a été orchestrée par des membres de l'Armée.

Pour les survivantEs du massacre de Rio Negro, le verdict de culpabilité est une victoire même si elle est enveloppée par la peur. Bien qu'ils aient choisi de confronter le passé et de faire éclater la vérité pour impulser un avenir meilleur, leur propre futur n'est pas assuré. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour que le Guatemala puisse tourner la page sur son passé, mais des procès comme celui-ci sont des pas décisifs vers l'établissement d'une paix véritable.

ANNONCES

Prochaines assemblées du PA

Les assemblées des membres du Projet Accompagnement ont lieu une fois par mois. C'est un moment pour tous et toutes de faire le point sur les actualités au Guatemala, sur la situation des accompagnateurs et des accompagnatrices qui sont dans le Sud ainsi que sur les activités des différents comités de travail du PAQG (éducation, avenir, financement, formation, actions urgentes...).

Pour les gens qui sont moins familiarisés avec le Guatemala et le PAQG, c'est aussi un bon moyen pour s'introduire et pour s'informer.

Lors de ces assemblées, nous faisons des «brunch-potluck», c'est à dire que chacunE apporte un petit quelque chose à manger qu'on se partage ensuite. Apportez vos idées et votre bonne humeur!

Bienvenue à tous et toutes!

Les prochaines assemblées auront lieu au 420 St-Paul Est, bureau 316, à Montréal (situé dans le Vieux-Montréal, métro Champs de Mars) de 13 à 16 heures:

Les samedis : 13 février -- 13 mars -- 17 avril -- 15 mai -- 12 juin

Prochains comités de coordination

Les «cocos» se tiennent chaque deux semaines et ont pour but d'orienter le travail de coordination du groupe, et de discuter des décisions et de l'organisation relatives à chaque comité. En principe unE représentantE de chaque comité de travail du PA assiste à ces réunions. Le comité de coordination est redevable à l'assemblée des membres du PAQG.

Les cocos ont lieu dans les bureaux du PAQG, les jeudi de 14 à 17 heures:

Les jeudi : 28 janvier -- 11 février -- 25 février -- 11 mars -- 25 mars -- 15 avril -- 29 avril -- 13 mai -- 27 mai -- 10 juin et exceptionnellement mercredi le 22 juin.

Soirée bénéfique du PAQG

Le PAQG organisera au cours du mois de mars sa soirée bénéfique annuelle. Nous avons besoin d'aide pour organiser cette soirée. Il y a toutes sortes de choses à faire. Si vous avez des idées et de l'énergie, lâchez-nous un coup de fil!

Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif principal de vous informer de tout ce qui a trait à la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi qu'aux activités organisées par le Projet Accompagnement. Toute personne intéressée à y participer peut nous contacter au 840-1008.

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

textes :

Isabelle Gauthier, Roberto Nieto, Mary Ellen Davis, Alvaro Vargas, Sarah Kee

mise en page :

Roberto Nieto

correction :

Eve Thomas

traduction :

Isabelle Gauthier

photos :

Alvaro Vargas

Le Projet Accompagnement est un groupe de solidarité qui offre un appui communautaire aux réfugiés guatémaltèques qui participent au retour organisé, collectif et volontaire dans leur pays d'origine, après 15 ans d'exil au Mexique.

Le travail du PAQG comprend 4 volets :

- 1- Action urgente
- 2- Sensibilisation et éducation
- 3- Accompagnement physique
- 4- Pression politique

Projet Accompagnement Québec- Guatemala

420 St-Paul Est, bureau 316

Montréal, Qc, H2Y 1H4

Tel : (514) 840-1008

Fax : (514) 840-1185

Courriel : paqando@web.net